

Bloc-notes

Conscription de temps de paix

Un hebdomadaire montréalais de langue anglaise vient de publier, en dépêche d'Ottawa, l'information suivante: "En dépit du fait que les Nations-Unies entretiennent de grands espoirs quant à l'établissement après cette guerre-ci d'un organisme international assez puissant pour prévenir les guerres dans l'avenir, il existe ici parmi les officiers de l'armée, un fort courant sous-jacent d'opinion en faveur d'un entraînement militaire obligatoire en temps de paix. Certains hommes militaires du Dominion proposent, comme assurance contre la faillite d'un projet d'après-guerre en vue de nous garantir contre la guerre, que tous les jeunes gens physiquement aptes soient obligés de se soumettre à une certaine période d'entraînement soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans l'aviation, de telle manière qu'un conflit qui se produirait à l'avenir ne trouverait pas le Canada dans l'état d'impréparation où il était en 1939".

N'est-il pas possible de voir là-dedans plus qu'un avertissement, presque une menace? Les "hommes militaires du Dominion" auxquels fait allusion le correspondant outaouais du *Standard* — car c'est cet hebdomadaire, frère jumeau du *Daily Star* de M. McConnell, qui a publié cette information-là — ne se prépareraient-ils pas, ne traceraient-ils pas des plans en vue d'une sorte de dictature militaire pour les années qui suivront la présente guerre? Les correspondants du *Standard* laisse entendre dans la suite de sa dépêche que le projet militariste dont il fait mention et qui prévoit le maintien du service militaire obligatoire, c'est-à-dire de la conscription, après la guerre, rencontrera vraisemblablement de l'opposition dans le monde politique et parlementaire.

La dépêche qu'il a adressée au *Standard* et que ce journal a reproduite, nous paraît être en tout cas un coup de sonde très significatif.

Le cas d'un immigré

Un certain Lewis Wolfe vient de subir à New-York un procès pour le meurtre de sa femme. Les circonstances du crime, ainsi qu'il a été établi par la preuve, sont particulièrement scabreuses. Wolfe était un nouveau venu aux Etats-Unis. Il paraît avoir obtenu son admission dans ce pays à la faveur de permissions, sous la forme d'un passeport, venues des autorités canadiennes à Ottawa. Voici ce qu'on pouvait lire à ce sujet, ces jours derniers, dans le rapport que le *New York Sun* donnait de l'une des séances du procès: "Wolfe, âgé de 37 ans, fabriquait des lits pour l'armée britannique en Palestine. Il alla à Montréal trois jours après son retour en Amérique, à la fin de prendre des arrangements pour un passeport au nom de sa femme âgée de 26 ans et qui était restée en Palestine. Après plusieurs tentatives, a-t-il affirmé, il reçut un télégramme de fonctionnaire d'Ottawa lui apprenant que sa demande lui avait été refusée. Ce soir-là, continua-t-il, j'entendis une voix dans mon oreille droite pendant que je dormais. Elle disait: Va à Ottawa. Dis la vérité. Tu obtiendras tout ce que tu voudras. J'allai à Ottawa et en quinze minutes de temps un télégramme partait demandant le passeport, et je reçus plus tard un télégramme de Mona (la femme assassinée) m'informant qu'elle avait reçu le passeport et me prouvant que la voix que j'avais entendue avait dit vrai.

Le procès qui vient de s'instruire à New-York paraît bien tendre à démontrer que le prévenu Wolfe souffre de dérangement cérébral. Il serait tout de même curieux de connaître les dessous de son histoire de passeport obtenu à Ottawa pour l'admission de sa femme aux Etats-Unis.

Journal centenaire

Il n'y a pas au Canada pléthore de journaux, quotidiens ou hebdomadaires, vieux de cent ans. La *Halifax Chronicle* vient de faire son entrée dans la vénérable confrérie des gazettes centenaires et à cette occasion, à la date du 18 octobre, elle a publié un numéro souvenir remarquable non seulement par son volume mais par la qualité des articles de nature historique qu'il contenait. La *Halifax Chronicle* fut fondée en octobre 1844 par William Annand, en son temps personnage en vue du monde politique de Nouvelle-Ecosse. Nos félicitations à notre confrère héliogonien.

Emile BENOIST